A-429-77

A-429-77

Administrator under the *Anti-Inflation Act* (Applicant)

ν.

Ontario Secondary School Teachers' Federation, District 34 (Respondent)

Court of Appeal, Pratte and Ryan JJ. and MacKay D.J.—Toronto, December 8, 1977.

Judicial review — Anti-Inflation Act — Administrator a party before Anti-Inflation Appeal Tribunal — Administrator's order set aside by Tribunal — Status of Administrator to launch application — Administrator directly affected, within meaning of s. 28(2) of the Federal Court Act.

Judicial review — Labour relations — Anti-Inflation Guidelines, s. 49(2)(a) — Increment subject to employer's withholding payment if services for year "less than satisfactory" — Misconstruction to interpret as "shall only be paid if the employee to whom it is payable has improved or added to the skills or knowledge required" — Error in law — Section 28 application allowed — Federal Court Act, R.S.C. 1970 (2nd Supp.), c. 10, s. 28 — Anti-Inflation Guidelines, SOR/76-1 as amended, s. 49(2)(a).

APPLICATION for judicial review.

COUNSEL:

Duff Friesen for applicant. M. A. Green for respondent.

SOLICITORS:

Deputy Attorney General of Canada for applicant.
Golden, Levinson, Toronto, for respondent.

The following are the reasons for judgment of the Court delivered orally in English by

PRATTE J.: We are all of the view that this section 28 application must succeed.

As we have already indicated, we are of opinion, contrary to what was argued by counsel for the respondent, that the Administrator had the status to launch this section 28 application. The provisions of the Anti-Inflation Act make clear that the Administrator was a party before the Anti-Inflation Appeal Tribunal and, as the order he had

Le Directeur en vertu de la Loi anti-inflation (Requérant)

a C.

Ontario Secondary School Teachers' Federation, District 34 (Intimée)

Cour d'appel, les juges Pratte et Ryan et le juge b suppléant MacKay—Toronto, le 8 décembre 1977.

Examen judiciaire — Loi anti-inflation — Directeur partie devant le Tribunal d'appel en matière d'inflation — Ordonnance du Directeur annulée par le Tribunal — Capacité juridique du Directeur pour introduire la demande — Directeur directement affecté, au sens de l'art. 28(2) de la Loi sur la Cour fédérale.

Examen judiciaire — Relations du travail — Art. 49(2)a) des Indicateurs anti-inflation — Augmentation dont le paiement est sujet à retenue de la part de l'employeur si les services rendus au cours de l'année sont «moins que satisfai-dants» — Fausse interprétation de dire que l'augmentation «ne sera payée à l'employé en question que s'il a su maîtriser d'avantage les éléments de son emploi ou de son poste» — Erreur de droit — Demande en vertu de l'art. 28 accueillie — Loi sur la Cour fédérale, S.R.C. 1970 (2º Supp.), c. 10, art. 28 — Indicateurs anti-inflation, DORS/76-1 dans leur forme e modifiée par l'art. 49(2)a).

DEMANDE d'examen judiciaire.

AVOCATS:

Duff Friesen pour le requérant. M. A. Green pour l'intimée.

PROCUREURS:

g

Le sous-procureur général du Canada pour le requérant.

Golden, Levinson, Toronto, pour l'intimée.

Ce qui suit est la version française des motifs du jugement de la Cour prononcés à l'audience h par

LE JUGE PRATTE: Nous sommes tous d'avis que la présente demande faite en vertu de l'article 28 doit réussir.

Comme nous l'avons montré, nous sommes d'avis que, contrairement aux allégations de l'avocat de l'intimée, le Directeur a la capacité juridique nécessaire pour introduire la présente demande en vertu de l'article 28. Les dispositions de la Loi anti-inflation indiquent clairement que le Directeur était partie devant le Tribunal d'appel

made was set aside by a decision of that Tribunal, he was, in our view, "directly affected" by that decision within the meaning of section 28(2) of the Federal Court Act.

The only point of substance raised by this application is whether the increment payable under article 7.04 of the collective agreement meets the requirements of section 49(2)(a) of the Anti-Inflation Guidelines. In our view, it does not. Under article 7.04 of the collective agreement a teacher is entitled to the annual increment subject to the right of the Board of Education under article 7.03 to withhold its payment if the services of the teacher for the year have been "less than, satisfactory". In our view, it is a misconstruction of those provisions amounting to an error of law to say, as the Appeal Tribunal has said, that they mean that the annual increment, as required by section 49(2)(a) of the Guidelines, "shall only be paid if the employee to whom it is payable has improved or added to the skills or knowledge required" in the performance of his duties.

For those reasons, the application will be allowed, the decision of the Appeal Tribunal will be set aside and the matter will be referred back to the Appeal Tribunal for disposition on the basis that the annual increment provided for in article 7.04 of the collective agreement between the respondent and the Essex County Board of Education does not meet the requirements of paragraph 49(2)(a) of the Anti-Inflation Guidelines.

en matière d'inflation et, comme l'ordonnance par lui rendue a été annulée par une décision dudit tribunal, il était, à notre avis, «directement affecté» par cette décision, au sens de l'article 28(2) de la *a Loi sur la Cour fédérale*.

La présente demande ne soulève qu'un seul problème de fond, celui de déterminer si l'augmentation payable en vertu de l'article 7.04 de la convention collective satisfait aux exigences de l'article 49(2)a) des Indicateurs anti-inflation. A notre avis, lesdites exigences ne sont pas remplies. En vertu de l'article 7.04 de la convention collective, un professeur a droit à l'augmentation annuelle, sous réserve des droits de la Commission de l'éducation d'en retenir le paiement, en vertu de l'article 7.03, si les services rendus par le professeur au cours de l'année ont été [TRADUCTION] «moins que satisfaisants». A notre avis, c'est une fausse interprétation de ces dispositions, constituant une erreur de droit, de dire, ainsi que l'a fait le Tribunal d'appel, qu'elles exigent que l'augmentation annuelle «ne sera payée à l'employé en question que s'il a su maîtriser davantage les éléments de son emploi ou de son poste» ainsi que le dispose l'article 49(2)a) des Indicateurs anti-inflation.

Pour ces motifs, la demande sera accueillie, la décision du Tribunal d'appel annulée et l'affaire renvoyée au Tribunal d'appel pour qu'il rende une décision qui tienne compte du fait que l'augmentation annuelle prévue à l'article 7.04 de la convention collective conclue entre l'intimée et le Conseil scolaire du comté d'Essex ne satisfait pas aux exigences de l'alinéa 49(2)a) des Indicateurs anti-inflation.